BRUXELLES

Polémique algéro-israélienne

Le représentant algérien au sein de la Commission politique de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne demande une mise au point. «Accordée», lui répond la présidente du bureau. «Vous représentez un Etat criminel, vous devez être jugés pour vos crimes à Ghaza... Nous ne devrions pas siéger avec vous...»

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

La réponse faisait suite à une provocation de Webe, le député israélien. Quelques instants auparavant, ce dernier déclara : «Ni l'Algérie, ni l'Egypte, ni la Jordanie ne nous donnent des leçons sur le terrorisme et la manière dont il faut le contrer.»

Ce à quoi le député algérien répliqua vertement : «Mon pays a lutté, seul, pendant des années contre le terrorisme...».

D'une façon générale, cette vive polémique algéro-israélienne reflète, parfaitement, l'ambiance qui a régné, ici, lors des travaux de cette cinquième assemblée euro-méditerranéenne. Réunissant des députés et sénateurs des deux rives de la Méditerranée, l'APEM est un forum important. C'est la seule structure, actuellement, qui regroupe en son sein Palestiniens, Arabes et Israéliens.

Ça ne va pas durer, si l'on en croit les députés israéliens présents, hier, à Bruxelles. Tout d'abord, M. Webe a quitté, précipitamment, la salle en annonçant sa démission.

Ensuite, des indiscrétions sans doute distillées volontairement font état du prochain retrait de Tel-Aviv de l'Euro-Med assemblée.

Il faut relever que les Israéliens n'ont pas été à la fête à Bruxelles. Toutes les résolutions, tous les avant-projets et toutes les recommandations condamnaient, vigoureusement et sans appel, l'expédition guerrière contre Ghaza.

Un amendement, accepté, exige le passage devant des tribunaux internationaux des responsables israéliens, coupables de «crimes de guerre».

Les députés européens (turcs, italiens, belges, français, notamment) n'étaient pas les moins farouches à dénoncer Israël. Bernard Kouchner, relex français et membre de la présidence tournante européenne, invité à l'assemblée, a bien tenté d'édulcorer et d'influer sur le contenu des résolutions de la 5e APEM, rien n'y fit.

Le parloir des deux rives est resté ferme.

A. M.

CENTRE UNIVERSITAIRE DE BOUIRA

Les étudiants démocrates appellent à une action de protestation pour aujourd'hui

Alors que la direction du centre universitaire Colonel-Akli-Mohand-Oulhadj tente de minimiser l'affaire des étudiants tabassés par des intégristes proches de l'Ugel, en décidant néanmoins de fermer momentanément le restaurant central, objet de la discorde, les étudiants démocrates, toutes tendances confondues, ne veulent pas lâcher prise.

En effet, selon l'un des étudiants que nous avons contacté, même si la situation s'est apaisée ce lundi et que les examens ont pu avoir lieu, il ne saurait être question d'abandonner ni de pardonner ou de faire comme si rien ne s'était passé.

D'après notre interlocuteur, c'est justement pour faire pression sur l'administration du centre, pour qu'elle prenne ses responsabilités, face à ces graves dérapages physiques et verbaux dont ont été victimes les étudiants, qu'une action de protestation est prévue pour aujourd'hui.

Ainsi, ce faisant, les étudiants démocrates espèrent, d'une part, amener les responsables à traduire les étudiants auteurs de ces dépassements devant le conseil de discipline et, d'autre art, de montrer leur capacité de mobilisation pour défendre le caractère républicain de l'université algérienne, livrée depuis plusieurs années aux intégristes.

Cela, tout en rappelant que du côté de la justice, l'affaire suit son cours, après le dépôt de plainte, ce lundi, contre les étudiants de l'Ugel.

Y. Y.

DJAMEL OULD-ABBÈS EN VISITE À BÉJAÏA

Sur un air de campagne électorale : 7 bus, 10 fauteuils roulants et 10 micro-crédits distribués

Djamel Ould-Abbès, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger, a effectué hier une virée à Béjaïa.

Une visite éclair sur fond de campagne électorale dans la cité des Hammadites où le représentant du gouvernement, «porteur d'un message du président de la République pour la région», a distribué pas moins de 7 bus aux associations sportives (JSMB, MOB, RC Akbou...), dix fauteuils roulants aux handicapés et dix microcrédits dans le cadre de l'Angem à des jeunes chômeurs à qui il a également remis des chèques de 108 000 DA.

Intervenant à la Maison de la culture à l'occasion de ce court déplacement à Béjaïa qui aura duré moins d'une heure avant de regagner la capitale, Djamel Ould-Abbès a tenu à mettre l'accent sur la politique de Bouteflika en faveur de «la prise en charge des plus vulnérables».

Lors de son intervention, le ministre de la Solidarité a démenti les informations liées à l'existence de dépouilles de plus de 600 harraga algériens en Espagne et en Italie, et que les instances algériennes refuseraient de rapatrier. Pour Djamel Ould-Abbès, il n'y aurait que 20 cadavres de harraga, dont 9 se trouveraient en Espagne et 11 en Italie que les autorités algériennes seraient en train d'identifier à travers des tests ADN, souligne-t-il.

S'agissant des 1 500 harraga actuellement dans les centres de détention en Italie, le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté étrangère a déclaré qu'il «y aurait moins d'une centaine de ressortissants algériens parmi eux».

A. Kersani

SYSTÈMES D'ALERTE RELATIFS AUX CATASTROPHES NATURELLES

L'accélération de la promulgation des textes de loi souhaitée

Intervenant hier au forum du quotidien* El Moudjahid*, le directeur de l'Office national de la météorologie, M. Ferhat Ounar, a rappelé l'urgence de réagir face à l'évolution des risques des changements climatiques.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La Journée mondiale de la météorologie intervenant le 23 mars sera célébrée cette année sous le thème «le temps, le climat et l'air que nous respirons».

Cette date anniversaire renvoie à une situation d'alarme, celle vécue aux quatre coins du monde et qui concerne les risques liés aux changements climatiques.

M. Ounar dira à ce propos que les changements climatiques représentent une préoccupation majeure.

Le risque du réchauffement climatique est omniprésent. Les risques identifiés sont notamment la multiplication des phénomènes extrêmes tels que la sécheresse et la désertification, qui ont un impact direct sur la croissance économique.

Ces phénomènes varient d'une région à une autre et toucheront, selon les spécialistes, les pays les plus pauvres, en l'occurrence ceux du Sud. «Les coûts de ces impacts vont croître dans les prochaines années, il faut donc impérativement s'adapter aux changements climatiques», a souligné M. Ounar. Ceci d'autant que l'Algérie, mais aussi tout le Bassin méditerranéen, est une région particulièrement vulnérable.

Les effets des changements climatiques sont, par ailleurs, aggravés, dira l'intervenant, par d'autres facteurs, dont la démographie et l'activité humaine. Des exemples seront cités par le premier responsable de l'ONM, dont l'importante inondation de la région de Bab-el-Oued en 2001, causée par un manque de couverture végétale et une forte urbanisation en zone inondable.

Les fortes précipitations qui deviennent récurrentes ont ainsi concerné, en octobre 2007, la région de Aïn-Sefra où, en l'espace de deux jours, sont tombés 158 mm de pluie, équivalents à des quantités enregistrées en 100 ans.

Une hausse des températures est aussi à redouter qui est estimée à six dixième de degrés pour les régions du nord du pays conduisant inévitablement à une situation de réchauffement. Cette hausse des températures a débuté dès les années 1990, notera le spécialiste de l'ONM.

Les précipitations, cependant, sont en baisse : à -12 % et -10 % sur les régions les plus au sud du pays.

Que faut-il faire face à ces risques ? s'est interrogé M. Ounar, qui rappellera la nécessité d'identifier les zones les plus vulnérables et d'installer un système d'alerte précoce concernant tous les phénomènes pour une meilleure adaptation.

Il faut aussi développer, selon l'intervenant, la recherche pour une modélisation du climat. Des mesures ont été, par ailleurs, prises en vue d'améliorer les prévisions.

Il s'agit de l'installation de dix nouvelles stations autour de la capitale et d'un système de réception météosat de seconde génération.

Un projet au sud du pays est également en cours de réalisation et concerne une alerte précoce pour ce qui est de la lutte anti-acridienne.

Enfin, M. Ounar recommandera la promulgation de textes d'application de la loi concernant les catastrophes naturelles en vue de mettre en place les systèmes d'alerte.

F.-Z. B.

Attentat contre une patrouille de l'ANP près de Tadmaït

Une patrouille de l'ANP a été la cible d'un attentat hier, en milieu d'après-midi vers 15 heures, à près de 3 kilomètres au sud de l'agglomération urbaine de Tadmaït, à hauteur du lotissement dit de la gare.

Le convoi visé était chargé de ravitailler en denrées alimentaires le détachement militaire stationné au village Aït Ouarzdine. Selon un bilan partiel, cet attentat terroriste a fait cinq blessés parmi les militaires dont au moins deux sont dans un état grave.

S. A.